



L'essentiel du Bulletin d'information n° 899 mai 2026

Ce document fait une synthèse du dernier Bulletin d'information de l'OCBF et en reprend le sommaire.

Les articles de ce Bulletin sont disponibles en texte intégral sur www.ocbf.com.

Droit des affaires

Simplification de la vie économique : la loi du 26 mai 2026 comporte plusieurs mesures intéressant les secteurs bancaire et assurantiel, notamment l'extension de la **gratuité de la clôture des comptes aux personnes morales**, l'assouplissement du régime des assurances de dommages et la consécration de la compétence exclusive du juge de l'exécution en matière d'exécution forcée.

Droit bancaire

Protection des clients : la Banque de France et l'ACPR mettent en garde le public contre la recrudescence des **fraudes reposant sur l'usurpation de leur identité et de celle de leurs dirigeants**.

Panorama de jurisprudence

Droit civil : La Cour de cassation juge qu'aucun principe n'exige que les parties à une **transaction**, fût-ce dans un domaine soumis à une loi d'ordre public, **connaissent** précisément à l'avance les sommes susceptibles de leur être versées. **Cass. com. 13 mai 2026**

Procédure : Ne méconnaît pas les dispositions de l'article 16 du code de procédure civile ni de l'article R. 713-4 du code de la consommation, l'arrêt qui constate que les **observations écrites d'un créancier**, contenant les moyens sur lesquels il se fondait, avaient été communiquées au débiteur à son adresse **déclarée, par lettre recommandée avec accusé réception portant la mention non réclamée**. **Cass. civ. (2ème ch.) 16 avril 2026**

Marchés financiers

Contrôle AMF : la **charte du contrôle est mise à jour** pour tenir compte de la mise en place des contrôles « CORE » portant sur les CIF, à côté d'autres ajustements concernant la notification du droit de se taire ou le devoir de loyauté.

T+1 : **deux enquêtes**, lancées en parallèle le 12 mai 2026 par l'AMF et l'Industry Committee, sont **ouvertes jusqu'au 9 juin suivant** afin d'évaluer l'état de préparation des acteurs au passage à T+1.

Banque-Assurance

Sanction ACPR : un **blâme et une sanction pécuniaire de vingt millions d'euros** ont été prononcés à l'encontre d'un **intermédiaire d'assurance** au titre des sept griefs qui lui étaient reprochés.

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

AMLA : la nouvelle autorité européenne lance la **phase de collecte** des informations en vue d'identifier les entités financières qui seront placées sous sa **supervision directe**.

ACPR : l'autorité publie son **rapport annuel 2025**

Corruption

Lutte contre la corruption : la directive (UE) 2026/1021 du 29 avril 2026 relative à la lutte contre la corruption met à jour et renforce le cadre juridique existant afin de favoriser une lutte efficace contre la corruption dans l'ensemble de l'Union européenne.

AFA : l'Agence française anti-corruption révèle les atteintes à la probité enregistrées par les services de sécurité en 2025.

Vos interlocuteurs :

Droit des affaires, réglementation bancaire, jurisprudence affaires et bancaire - [Eva Ruimy](#)

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, corruption, protection des données personnelles, services de paiement - [Arnaud Kerael](#)

Marchés financiers, distribution d'assurances, finance durable - [Ludivine Polère](#)

Affaires fiscales, comptables, prudentielles, contrôles permanents et périodiques - [Christian Meyer](#)

Droit des sociétés - [Eva Ruimy](#)

Social - [Anne-Sophie Lapotre](#)

Veille documentaire - [Anne-Sophie Lapotre](#), [Emmanuelle Colson](#) et [Aurélie Duchemin](#)



L'essentiel du Bulletin d'information n° 899 mai 2026

Économie numérique, informatique et libertés

Intelligence artificielle : le Conseil de l'UE donne son accord en vue de la conclusion, au nom de l'Union européenne, de la **Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle** et les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

Violations de données : la CNIL consacrera 50 % de ses contrôles et actions répressives aux manquements en matière de **cybersécurité** en 2026.

ANSSI : l'Agence publie son **rapport d'activité 2025**.

Octroi de crédit : la CNIL publie sa **recommandation** concernant l'**évaluation de la solvabilité**. Un supplément spécial lui est consacré.

Services et instruments de paiement

Fraude : la Banque de France et l'ACPR **mettent en garde le public** contre le risque de fraude en raison d'une recrudescence des **usurpations de l'identité** de leur dirigeants.

Fichier national des comptes signalés pour risque de fraude (FNC-RF) : deux **arrêtés** du 24 avril 2026 précisent la **liste des informations** y figurant ainsi que les tarifs liés à sa mise en place et à son fonctionnement.

Crypto-actifs

Commission européenne : l'UE lance une **consultation publique** sur le **fonctionnement de ses règles** applicables aux **crypto-actifs**.

Fiscal

Cotisation foncière des entreprises des organismes non dotés de la personnalité morale : l'administration commente les dispositions de la loi de finances pour 2026

Quand **une avance en compte-courant** devient une aide financière...

Taxation de l'avantage lié à l'attribution d'actions gratuites : l'administration fiscale commente le régime de taxation des actions attribuées gratuitement, compte tenu des réformes successives

Supervision prudentielle

Taux d'intérêt directeurs de la BCE : décision du Conseil des gouverneurs

Clients liés : l'EBA simplifie ses lignes directrices

Coussin contracyclique du premier trimestre 2026 : fixation par le HCSF

Social

Smic : augmentation de 2.41 % au 1er juin 2026

Simplification de la vie économique : la loi publiée au Journal officiel du 27 mai 2026 contient notamment un allègement des formalités sociales des entreprises.

Pour vous abonner au Bulletin d'information, renvoyez-nous ce formulaire : [cliquer ici](#)



Sommaire du Bulletin d'information n° 899 mai 2026

<u>Droit général français et européen</u>			
<u>Grandes réformes</u>	5	<u>Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme</u>	33
- Droit européen		- Réglementation	
- Droit pénal		- Autorité : ACPR : rapport annuel 2025	
		- Coopération européenne et internationale	
		- Sanction financière	
<u>Droit des affaires</u>	7		
<u>Droit des affaires – Loi n°2026-403 du 26 mai 2026 de simplification de la vie économique : impacts en matière bancaire et assurantielle</u>	9	<u>Corruption</u>	37
		- Réglementation : lutte contre la corruption : publication d'une directive au Journal officiel de l'UE	
<u>Droit bancaire</u>	12	- Autorité	
- Compte			
- Crédit		<u>Économie numérique, informatique et libertés</u>	40
- Protection des clients		- Économie et finance numérique	
		- Informatique et libertés : CNIL : rapport annuel 2025	
<u>Panorama de jurisprudence</u>		- Sécurité : ANSSI : publication du rapport d'activité 2025	
<u>Droit bancaire, Droit des affaires</u>	15		
- Droit civil : transaction : les parties n'ont pas à connaître précisément les sommes susceptibles de leur être versées.		<u>Économie numérique, informatique et libertés – CNIL : recommandation concernant l'évaluation de la solvabilité dans le cadre de l'octroi de crédit</u>	47
- Procédure			
- Procédures collectives		<u>Crypto-actifs</u>	52
- Protection des clients : respect du contradictoire : un simple pli « non réclamé » satisfait au principe		- Réglementation	
- Recouvrement des créances et voies d'exécution			
- Sûretés		<u>Services et instruments de paiement</u>	53
<u>Marchés financiers</u>	19	- Instruments de paiement	
- Autorité : AMF : mise à jour de la charte du contrôle		- Lutte contre la fraude	
- Gestion d'actifs			
- Marché : règlement-livraison à T+1 : enquêtes à destination des acteurs de la Place		<u>Fiscal</u>	55
- Médiation		- BIC-IS	
- Prestataire		- Impôts locaux : cotisation foncière des entreprises pour les organismes non dotés de la personnalité morale	
- Protection des investisseurs		- Impôt sur le revenu : taxation de l'avantage lié à l'attribution d'actions gratuites	
- Sanction, transaction et jurisprudence		- Lutte contre la fraude	
		- Taxe sur la valeur ajoutée	
<u>Banque-Assurance</u>	25	- Jurisprudence : quand une avance en compte-courant devient une aide financière	
- Autorité		<u>Supervision prudentielle, résolution et réglementation comptable</u>	60
- Distribution d'assurances		- Autorité	
- Sanction et jurisprudence : intermédiaire en assurance : sanction de l'ACPR		- Réglementation prudentielle	
<u>Finance durable</u>	28		
- Finance responsable			
- Finance verte			
<u>Droit des sociétés</u>	31		
- Droit des actionnaires			
- Publicité			



O C B F

DES COMPÉTENCES PARTAGÉES

Social 64

- **Focus** : loi de simplification de la vie économique : dispositions sociales
- **Conditions de travail**
- **Droit du travail**
- **Formation professionnelle**
- **Rémunération, avantages sociaux, intéressement et participation** : Smic : augmentation au 1^{er} juin 2026 – rémunérations minimales des alternants
- **Jurisprudence**